

La coalition pour l'abolition de la dette

Partage international n° 65 - Février 1994

Interview de Leonor Briones par Connie Hargrave

Leonor Briones, professeur de finances publiques et d'administration à l'Université des Philippines, a été élue présidente de la Coalition pour l'Abolition de la Dette en 1989, sur la base du travail qu'elle avait accompli sur le thème de la dette, la reliant entre autre au problème de la pauvreté. Cette coalition est soutenue par plus de 250 organisations nationales philippines, ainsi que par des organisations non gouvernementales (ONG) du monde entier. Récemment, Connie Hargrave l'a interviewée pour Partage International.

Partage International : Pouvez-vous expliquer ce qu'est la Coalition pour l'Abolition de la Dette ?

Leonor Briones : Il s'agit de la première campagne réellement concertée pour nous libérer du poids d'une dette nationale qui, pensons-nous, ne devrait pas être supportée par la population philippine. Bien qu'il existe, dans le monde entier, diverses ONG s'opposant au paiement de la dette, nous nous sommes regroupés en une vaste coalition pour agir de manière concertée.

PI. Comment cette coalition a-t-elle vu le jour ?

LB. En 1983, alors que la dette avait atteint un seuil critique et qu'un nouveau président était élu, le peuple philippin prit conscience qu'en dépit des différences idéologiques, il devait agir de façon concerté pour s'opposer à la dette. Nous avons créé cette Coalition pour l'Abolition de la Dette à la suite d'une grande conférence ayant réunie des responsables politiques et religieux, et grâce au soutien des six plus importants groupements politiques du pays.

PI. Pour quelles raisons la Coalition s'oppose-t-elle au remboursement de la dette nationale ?

LB. L'un des thèmes majeurs de notre campagne stipule que le gouvernement philippin ne doit pas rembourser la dette au détriment de la population. Notre organisme de vérification des comptes a mis en évidence que sur le montant global de la dette s'élevant à cinq milliards de dollars, l'équivalent d'au moins trois milliards de dollars est frauduleux, et que

par ailleurs un autre montant d'un milliard de dollars n'a absolument pas profité à la population.

PI. Qui a bénéficié de ces emprunts ?

LB. Les individus qui ont profité de ces prêts sont soit décédés, soit partis à l'étranger, ou bien ont transféré leurs fonds sur d'autres comptes bancaires.

PI. Qui, à l'origine, a octroyé ces prêts ?

LB. Les créanciers se répartissent en trois catégories : les multilatéraux, tels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ; les bilatéraux ou les gouvernements étrangers ; et enfin les banques commerciales dont les prêts constituent la dette privée.

PI. Selon vous, le FMI affirme que ce n'est pas son problème mais celui des contractants qui, à leur tour, rejettent toute responsabilité sur les gouvernements ?

LB. Oui, mais un certain nombre de ces prêts ayant été contractés pour de vastes projets néfastes envers l'environnement et d'autres étant carrément frauduleux, nous estimons que les créanciers devraient assumer leur responsabilité pour la majeure partie de la dette. Pour quelles raisons n'endosseraient-ils pas une partie du fardeau imposé à la population ?

La fraude et la corruption

PI. Les dettes contractées par le gouvernement ont-elles été établies sur des transactions frauduleuses ?

LB. Oui, en particulier les dettes du secteur privé sont entachées de corruption, en ce sens qu'il y a eu fraude dans l'établissement des contrats. Les banques en étaient conscientes mais l'ont toléré. Dans de nombreux cas, l'argent n'est jamais entré aux Philippines, mais a simplement été transféré sur divers comptes bancaires. Nous affirmons qu'il s'agit là de dettes illégales qui n'ont pas à être remboursées.

PI. Cette disposition s'applique-t-elle également à la dette publique ?

LB. Un grand nombre de gros contrats ont été là aussi entachés de corruption. Ainsi, lors de la construction d'une centrale nucléaire, 17 millions de dollars ont été versés à un intermédiaire, etc. Tous ces dossiers sont maintenant bien étayés.

PI. Les créanciers reconnaissent-ils la fraude ?

LB. Les banques surtout la réfutent. Mais nous avons rassemblé un grand nombre d'éléments sur la fraude et, dans l'affaire du prêt relatif à la centrale nucléaire, le gouvernement philippin a introduit une procédure contre le souscripteur de ce prêt.

PI. *Si les créanciers nient toute responsabilité, quelles sont les personnes qui vous prêtent attention ?*

LB. Les citoyens, en tous lieux, sont intéressés. Lorsque nous avons entrepris notre campagne publique en 1988, très peu de gens étaient conscients du problème de la dette, ainsi que de ses relations avec la pauvreté et les autres fléaux sociaux. Mais les dernières études montrent que 80 % des personnes sont maintenant sensibles à ce problème et ne font absolument pas confiance au gouvernement pour le résoudre.

PI. *Comment cette réaction du public a-t-elle fait évoluer la situation ?*

LB. Bien que les instances législatives aient, à de nombreuses reprises, déjà voté en faveur d'une limitation du paiement de la dette, rien n'a encore été fait en raison du veto du président. Nous en sommes arrivés au point de pouvoir dire que seuls le président, le secrétaire aux finances et le gouverneur de la Banque centrale restent inconscients du problème.

PI. *Pourquoi l'opinion de ces trois personnes prédomine-t-il, ignorant celui de la population et le vote des instances législatives ?*

LB. Parce que ces trois personnalités subissent la pression du système financier international, dont elles ont le soutien. C'est un phénomène international. Cela ne s'applique pas seulement aux Philippines, à la Tanzanie, au Honduras et au Pérou. C'est plutôt un système international qui est à l'œuvre.

PI. *De quelle manière les habitants des pays industrialisés sont-ils affectés ?*

LB. Nous sommes tous affectés, mais de différentes façons. Votre société a une meilleure capacité d'adaptation aux changements. Dans nos pays, où les pauvres constituent la majorité, beaucoup plus de personnes sont touchées. Mais nous sommes conscients que les riches des pays industrialisés sont très comparables aux riches des pays en voie de développement et que les pauvres de ces pays peuvent s'identifier aux pauvres des pays industrialisés. En fait, il s'agit réellement là de problèmes mondiaux.

PI. *Quel est le point central de la campagne de la Coalition ?*

LB. Notre action est double. Chez nous, nous soutenons les initiatives du corps législatif relatives à la limitation du service de la dette, ainsi que celles relatives à la promulgation de lois visant à l'abstention du remboursement des prêts frauduleux. Simultanément, notre campagne internationale s'efforce d'établir des liens et de coordonner l'action. Ainsi les membres de notre réseau européen font pression sur leur gouvernement respectif et assistent aux réunions du G7. Le Forum du Développement des Philippines fait pression sur le FMI et sur la Banque mondiale, ainsi que sur le gouvernement des Etats-Unis. Dans quelque temps, ces institutions reconnaîtront au moins le problème.

PI. *Espérez-vous en de futurs changements ?*

LB. Notre espoir ne réside pas dans les gouvernements qui n'entreprendront pas volontairement une action, ni dans les multilatérales qui ne seront pas attentives à nos problèmes et ne se réformeront pas elles-mêmes de leur plein gré. Notre espoir viendrait plutôt des peuples du monde entier, quel que soit leur pays, au nord ou au sud, qui, prenant conscience que les institutions n'évoluent pas d'elles-mêmes, commenceront à faire pression pour les obliger à changer.

PI. *Quels changements avez-vous noté en particulier ?*

LB. J'ai remarqué une prise de conscience sur la nécessité d'une véritable coopération. Malgré le fait que nous luttons contre des inégalités très importantes, il y a une plus grande lucidité, une plus grande interdépendance et un plus grand nombre de personnes travaillant en commun. C'est là que réside l'évolution positive dans mon pays et dans d'autres.
(Traduction non intégrale)

Contact : Freedom from Debt Coalition, School of Labor and Industrial Relations (SOLAR), University of the Philippines, Dilliman, Quezon City, 1101 Philippines.

Philippines **Auteur** : Connie Hargrave, est correspondante de Share International de Nanainoen Colombie britannique (Canada) elle travaille dans la recherche sociale et dirige une organisation sans but lucratif.

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()